

ACTE A COUT MODERE

Table des matières

Loi du 30 juillet 2002	2
• Remarque préliminaire	
• But de la loi	
Destination de l'acquisition	2
Entrée en vigueur – technique de l'imputation	3
• Bénéficiaires	
Nature des conventions	3
• Délai d'occupation	
Durée d'occupation	4
• Location	
• Remboursement	
Demande de la faveur fiscale	4
Remboursement des droits pour les acquisitions réalisées à partir du 7 mai 2002 jusqu'au 5 août 2002	5
Bureau de l'Enregistrement et de Recette	5

Loi du 30 juillet 2002

Réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour l'acquisition d'habitations personnelles

Remarque préliminaire

Le taux normal pour les acquisitions à titre onéreux d'une propriété immobilière (maison, appartement, terrain à bâtir) s'élève à 7 %, dont 6 % pour les droits d'enregistrement et 1 % pour les droits de transcription.

But de la loi

Introduction pour les personnes physiques désireuses d'acquérir à titre onéreux un logement à des fins d'habitation personnelle, d'un abattement, imputé sur un crédit d'impôt, de 20.000 €, déductible sur les droits d'enregistrement et de transcription.

Destination de l'acquisition

En vertu de la loi susmentionnée, (maison, appartement, terrains à bâtir situés dans une zone réservée par les communes en vue d'une construction immédiate d'une habitation), en ce qui concerne uniquement celles destinées à servir d'habitation principale, personnelle et effective, à son propriétaire, sont enregistrées au droit fixe de 100 € du moment que l'abattement précité n'est pas encore épuisé.

Ne sont donc pas visés les résidences secondaires, les maisons de weekend et les immeubles destinés à la location et au commerce.

Entrée en vigueur – Technique de l'imputation

A partir du 7 mai 2002 toute personne physique peut disposer de ce crédit d'impôt jusqu'à son épuisement.

Ce crédit peut être épuisé en une seule fois, mais il peut être utilisé au fur et à mesure, dans le cas où les droits d'enregistrement et de transcription dus sur une acquisition pré-mentionnée n'atteignent pas le montant total du crédit d'impôt. Le reliquat peut alors être imputé sur des paiements ultérieurs des droits susmentionnés.

Bénéficiaires

Toute personne physique qui, au moment de la passation de l'acte notarié, est:

- soit résidente au Grand-Duché et inscrite au bureau de la population d'une commune
- soit non encore résidente, mais qui s'engage à prendre la qualité de résident dans l'immeuble acquis dans les délais et sous les conditions fixées par la loi

Nature des conventions

La réduction fiscale peut être accordée pour les ventes, adjudications, licitations partages ou échanges avec retours ou plus-values.

Délai d'occupation

L'occupation doit être effective dans un délai de deux ans à compter de la date de l'acte notarié d'acquisition. Ce délai est fixé à quatre ans en cas d'acquisition d'une place à bâtir ou d'un immeuble en voie de construction.

Durée d'occupation

La durée d'occupation est fixée à une période ininterrompue de cinq ans au moins.

Location

Aucune partie de l'immeuble ne peut être donnée en location ou affectée à une autre destination que l'habitation personnelle.

Remboursement

La location même partielle de l'immeuble, la cession de l'immeuble et l'interruption de l'occupation intervenues endéans les 5 ans donnent lieu au remboursement total de l'abattement accordé avec les intérêts légaux à partir du jour de l'octroi.

Demande de la faveur fiscale

Le bénéfice de l'abattement est subordonné à la condition que l'acte notarié contienne:

- la requête afférente de l'acquéreur
- l'engagement de l'acquéreur d'occuper personnellement l'immeuble dans les délais et pendant la durée prévus par la loi, de ne pas l'affecter à un autre usage pendant cette période et de rembourser le montant de l'abattement en cas de non-respect des conditions prévues par la loi
- l'engagement de l'acquéreur de déclarer par écrit à l'administration, dans le délai de trois mois, toute cession ou tout changement de l'affectation de l'immeuble concerné

Remboursement des droits pour les acquisitions réalisées à partir du 7.5.2002

En vue d'un remboursement éventuel, les acquéreurs désirant profiter des dispositions de la nouvelle loi sont obligés d'adresser une demande écrite au receveur compétent. Ils signeront, en présence du receveur, une déclaration ayant pour objet l'acceptation des conditions prévues dans la nouvelle loi.

Bureau de l'Enregistrement et de Recette

Service	Téléphone	Téléfax
Cap	30 00 14	30 55 35
Clervaux	92 10 25	92 30 49
Diekirch	80 96 06 – 1	80 40 75
Echternach	72 00 29	72 73 83
Esch/Alzette A.C.	54 86 71 – 1	54 64 89
Grevenmacher	75 00 19 – 1	75 94 67
Luxembourg A.C.	44 905 – 1	44 905 – 503
Mersch	32 00 76	32 68 52
Redange / Attert	23 62 10 97	23 62 96 56
Remich	23 66 90 23	23 69 96 66
Wiltz	95 80 41	95 97 20